



CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

29 rue de la Rouillère
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Mél. ceas53@orange.fr
Site Internet : www.ceas53.org

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

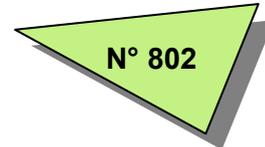
CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire diffusé par
messagerie électronique aux seuls
adhérents du CÉAS.

Contributeurs pour ce numéro :
Claude Guioillier,
Nathalie Houdayer.

Vendredi 16 novembre 2018

40 ans
d'expertise
au service
des citoyens
Citoyenneté active



Santé publique

88 % se disent bien informés sur les médicaments pris Multimorbidité : opinions et pratiques des généralistes

L'Observatoire régional de la santé (ORS) et l'Union régionale des médecins libéraux (URML) ont publié, en octobre 2018, une étude sur les opinions et pratiques des médecins généralistes dans les Pays de la Loire concernant la prise en charge des patients en situation de multimorbidité, notamment au sujet de la gestion de la polymédication (1).

Selon cette enquête réalisée en 2016 auprès de 377 médecins généralistes des Pays de la Loire, ils sont 88 % à considérer être bien informés de l'ensemble des médicaments que prennent leurs patients. Une proportion similaire se sent à l'aise pour proposer à leurs patients d'arrêter les médicaments qu'ils jugent inappropriés, et 30 % indiquent faire « souvent » ou « très souvent » ce type de déprescription.

L'avis des spécialistes en tout premier

À propos des sources possibles d'information sur les bénéfices et les risques des médicaments, 87 % des médecins généralistes ont recours à leurs collègues spécialistes et ils sont 92 % à leur faire tout à fait ou plutôt confiance. Les médecins généralistes sont également 83 % à recourir à la presse scientifique, mais le taux de confiance descend à 86 %.

Entre les collègues spécialistes et la presse scientifique, ils sont 89 % à accorder leur confiance en l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), mais ils sont seulement 64 % à utiliser cette possibilité. C'est légèrement moins qu'avec l'outil d'aide à la prescription du logiciel métier (69 %) ou les sites Internet médicaux (66 %).

Quant au ministère chargé de la Santé, 64 % des médecins généralistes déclarent lui faire confiance pour l'information sur les bénéfices et risques des médicaments et le taux descend à 28 % avec les visiteurs médicaux. Les praticiens plus âgés indiquent plus volontiers s'informer via les visiteurs médicaux (plus de 50 % des médecins âgés de 50 ans ou plus ; deux fois moins parmi les praticiens plus jeunes).

Un récent rapport a pointé la « fragmentation de la communication au long cours sur le médicament en raison de la multiplicité d'acteurs »...

Le pharmacien et la polymédication

Le pharmacien est le professionnel de santé qui connaît le mieux l'ensemble des médicaments que prend un patient : 72 % des médecins généralistes sont tout à fait ou plutôt d'accord avec cette affirmation. Si 93 % attendent du pharmacien qu'il les alerte en cas d'interaction médicamenteuse sur les ordonnances de leurs patients, ils ne sont que 10 % à considérer que le pharmacien



(1) – ORS Pays de la Loire et URML Pays de la Loire, « Prise en charge des patients en situation de multimorbidité. Opinions et pratiques des médecins généralistes dans les Pays de la Loire » (n° 18 d'octobre 2018). *Panel d'observation des pratiques et des conditions d'exercice en médecine générale* (10 pages). Multimorbidité est synonyme de polyopathologies ou de pathologies chroniques multiples.

dispose des informations suffisantes pour pouvoir modifier les traitements médicamenteux d'une ordonnance.

Au final, 59 % des médecins généralistes pensent qu'eux-mêmes et les pharmaciens ne coopèrent pas assez concernant la polymédication des patients.

Des guides de bonnes pratiques

Si les praticiens reconnaissent l'utilité des guides de bonnes pratiques, les recommandations de ces documents

apparaissent difficiles à appliquer pour les patients multimorbides : seulement un tiers s'y réfèrent souvent ou très souvent pour ce type de patients.

En lien avec ce constat, 61 % des médecins généralistes estiment que les recommandations issues de guides différents peuvent être en contradiction les unes avec les autres, et 72 % pensent que l'application simultanée de recommandations issues de guides différents peut entraîner des interactions médicamenteuses.



À vos agendas



Samedi 24 novembre, à Laval Le rouleau de la Dame d'Olivet...

Le **samedi 24 novembre**, à 14 h 30, à l'amphithéâtre de l'UCO Laval, 44 bis boulevard Félix-Grat (entrée par le portail vert), conférence de Jacques Fourgeaud à partir de sa thèse : « **La seigneurie de la Dame d'Olivet au XIV^e siècle** », soutenue en juin 2018 à l'École pratique des Hautes Études / université Paris-Sorbonne.

Son travail a consisté en la transcription et l'étude d'un parchemin du XIV^e siècle conservé à la Bibliothèque nationale de France, à Paris, mais dont l'origine se situe en Mayenne. Il se présente sous la forme d'un rouleau de 9,50 mètres de long, écrit recto-verso, d'une exceptionnelle qualité. Ce document rare est un bel exemple de comptes de châellenie, s'étalant de 1333 à 1343. Son étude apporte une réponse renouvelée sur les structures économiques et sociales de l'époque féodale. Le document a la particularité de mettre en musique la gestion de la réserve, mais il dé-

borde de la simple gestion en fixant les coutumes, inventariant les biens fonciers, les droits d'exercice des métayers sur la terre. Il définit le statut des hommes qui dépendent du seigneur.

La période de réalisation du rouleau est, pour de nombreux historiens, mouvementée et singulière : traversée par des phases de repli, de crises frumentaires ⁽¹⁾, monétaires, démographiques, auxquelles s'ajoutent la Guerre de cent ans et la Guerre de succession de Bretagne. Ces historiens parlent d'une économie fermée ou de subsistance. Au contraire, à travers l'étude du rouleau, on découvre une économie ouverte. La période est faste pour la Dame d'Olivet. L'exposé donnera une vision claire de la réalité agricole et sociale du XIV^e siècle dans le Bas-Maine.

Participation de 5 euros pour les non adhérents.

www.ceas53.org



La pensée hebdomadaire

« Ce dont les habitants de ces quartiers [qualifiés de prioritaires] ont le plus besoin, c'est de considération par tous leurs concitoyens, dans notre République qui prône la fraternité. Si l'on veut redonner une place pleine et entière à ces territoires dans notre pays, certes les moyens sont ô combien nécessaires, mais l'essentiel est d'ordre politique : voulons-nous une société fracturée, et la violence sera alors au rendez-vous, ou voulons-nous bâtir une société fraternelle ? »

Jean-Marie Petitclerc, éducateur spécialisé, coordinateur du réseau Don Bosco Action Sociale, « Banlieue : un rendez-vous manqué » (point de vue), *Ouest-France* des 9 et 10 juin 2018.

(1) – Provoquées par l'insuffisance des récoltes de blé.